

Questions orales

Je rappelle au député les propos que le chef de son parti a tenus à la Chambre le 30 novembre 1984, selon lesquels la Chambre devrait s'abstenir de faire des commentaires et de porter des jugements sur des affaires faisant l'objet d'une enquête, ainsi que le veulent nos principes en matière de justice.

* * *

LES AÉROPORTS**L'AÉROPORT DE VANCOUVER—LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

M. Ray Skelly (Comox—Powell River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. L'aéroport de Vancouver est le plus dangereux au Canada. Le ministre peut-il nous faire savoir quand le gouvernement va libérer quelques dollars pour protéger les centaines de milliers de voyageurs qui passent chaque année par cet aéroport?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, avant de faire ce genre d'allégation, de soulever ce genre de question à la Chambre des communes, le député devrait être prêt à étayer ses dires.

L'ABSENCE DE PISTE PARALLÈLE

M. Ray Skelly (Comox—Powell River): Monsieur le Président, le vice-premier ministre a-t-il oublié que des gens ont perdu la vie à l'aéroport de Vancouver à cause de l'absence de piste parallèle? Veut-il dire aussi que le gouvernement refuse de faire quoi que ce soit pour qu'une piste parallèle soit construite en vue de protéger la vie des Canadiens qui fréquentent cet aéroport?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je vois maintenant où le député veut en venir. Si telle est la position du NPD, je vais certes en faire part au ministre des Transports et considérer que des instances ont ainsi été présentées.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LA PAPETERIE DE MATANE—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ANNONCER UN OCTROI**

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, ma question s'adressait au premier ministre, mais en son absence, je l'adresserai au vice-premier ministre.

Hier, plus de 4 000 personnes ont participé à un rassemblement de solidarité pour avoir une papeterie dans la ville de Matane. Cette papeterie créerait 350 emplois et en préserverait 1 000 autres.

Alors, est-ce que le vice-premier ministre peut nous dire pourquoi son gouvernement n'annonce pas immédiatement l'octroi nécessaire à la réalisation de ce projet, quand nous savons qu'il y a plus de 25 p. 100 de chômage dans cette région?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, j'ai rencontré justement la semaine dernière les représentants de la région qui m'ont fait leurs représentations. Je leur soulignais à ce moment-là qu'on avait reçu les derniers renseignements des promoteurs du projet il y avait dix jours, alors cela fait peut-être 15 à 18 jours, et qu'on allait agir d'une façon très rapide, que toutes les études étaient terminées, que les documents qui devaient être présentés au Cabinet étaient en préparation, qu'ils devaient être traduits et que ces documents-là seront présentés au Conseil des ministres au cours de la semaine prochaine. Je me suis engagé à leur donner une réponse d'une façon ou d'une autre, d'ici trois semaines.

Et c'est là le processus aussi rapide que l'on puisse avoir, et c'est le processus qu'on suit à l'heure actuelle.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE RESPECTER SES ENGAGEMENTS

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, est-ce que le président du Conseil du Trésor est prêt à nous dire si son gouvernement est prêt à tenir ses engagements vis-à-vis de la population de la région de Matapédia-Matane, oui ou non? Allez-vous respecter vos engagements vis-à-vis des gens de cette région-là?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord souligner à mon honorable collègue que cela fait à peu près un mois que je ne suis plus président du Conseil du Trésor, mais ministre responsable de l'Expansion industrielle régionale, et c'est à ce titre-là que j'agis dans le dossier.

Monsieur le Président, on va respecter nos engagements vis-à-vis de toutes les collectivités qui connaissent des difficultés au plan des inégalités régionales. Le dossier de Matane est un dossier prioritaire pour ce gouvernement. On en traite dans les délais les plus brefs possibles. Je pense que tout le monde l'a bien compris, j'ai dit qu'on aurait une réponse d'ici trois mois, on va avoir la réponse et elle sera communiquée aussitôt que le Conseil des ministres aura pris connaissance des dossiers que je leur présenterai dès la semaine prochaine ou la semaine suivante.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES**LA SITUATION AU PORT DE MONTRÉAL—L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Robert Toupin (Terrebonne): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. L'Association des débardeurs du port de Montréal dénonçait lundi passé, en conférence de presse, la lenteur des négociations dans ce dossier et l'état inacceptable des relations de travail au port de Montréal et demandait au gouvernement fédéral d'instituer une commission d'enquête à cet effet ainsi que sur le rôle ambigu que joue Arnold Master, président de l'Association des employeurs.